

Communiqué de presse

Zurich/Genève/Lucerne, le 2 mars 2020

Responsabilité sociétale : les entreprises suisses ne définissent pas encore systématiquement des objectifs

Les entreprises suisses prennent-elles [leur responsabilité sociétale au sérieux](#) ? Quatre conseils d'administration sur cinq ont au moins intégré ce thème dans la stratégie de l'entreprise, mais deux sur cinq ne semblent pas disposer des ressources et de l'expertise suffisantes pour mettre en œuvre des mesures concrètes en la matière. La présente enquête *swissVR Monitor*, à laquelle 429 membres de conseils d'administration ont répondu, montre que seule un peu plus de la moitié des entreprises a défini des priorités thématiques. S'agissant de responsabilité sociétale, les employés arrivent clairement en tête des priorités, suivis par les clients, alors que la nature et l'environnement figurent loin derrière. Certains se montrent en outre sceptiques sur le sujet : un quart des personnes interrogées pensent que faire des bénéfices et augmenter la valeur de l'entreprise sont leur seule véritable responsabilité.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) ou *Corporate Social Responsibility* (CSR) est sur toutes les lèvres : d'innombrables initiatives ont été lancées, une série de déclarations d'intention ont été signées et un grand nombre de rapports ont été publiés. Les thématiques de la responsabilité des entreprises et du changement climatique ont dominé les discussions du Forum économique mondial de Davos. Selon le *swissVR Monitor* publié par l'association swissVR en collaboration avec la société de conseil Deloitte et la Haute école spécialisée de Lucerne, ce débat public sur le sujet se reflète également dans les conseils d'administration des entreprises suisses. En effet, 36% ont pleinement intégré la responsabilité sociétale des entreprises dans leur stratégie d'entreprise, 45% au moins partiellement.

Pas assez d'objectifs clairs

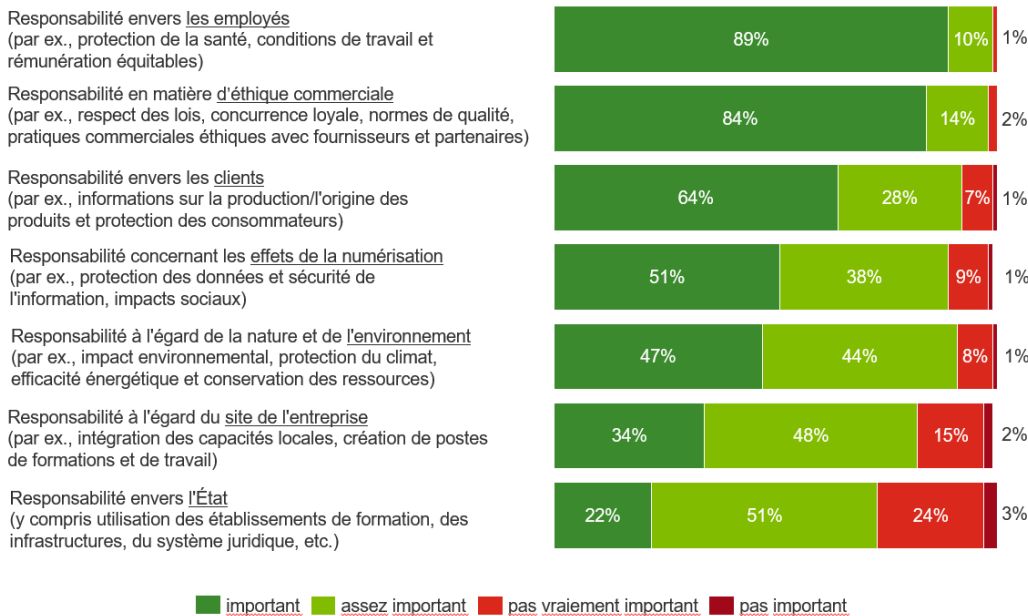
Toutefois, il est encore possible d'améliorer la mise en œuvre : seuls trois cinquièmes des personnes interrogées (61%) estiment que leur conseil d'administration dispose de ressources et de compétences suffisantes pour réussir à adopter des mesures concrètes. Pour près de la moitié des sondés (46%), les questions d'engagement sociétal qui sont importantes pour l'entreprise ne sont pas clairement définies (36%), voire pas du tout définies (10%). Et pour seulement un dixième (9%), le conseil d'administration a fixé des objectifs clairs assortis de délais précis en matière d'engagement sociétal, bien que 27% supplémentaires tendent à être d'accord avec cette affirmation. En outre, seulement un peu plus de la moitié des personnes interrogées (54%) considèrent qu'elles consacrent suffisamment de temps au sein du conseil d'administration au traitement de la question de la responsabilité sociétale.

« De plus en plus d'entreprises suisses se rendent compte que ce que l'on attend d'elles va au-delà de la réalisation de bénéfices et de la création d'emplois. Dans le même temps, la méfiance du public à l'égard de l'économie s'accroît, ce qui se traduit actuellement par une large sympathie pour l'initiative sur la responsabilité des multinationales. Un durcissement de la réglementation semble inévitable », explique Jean-François Lagassé, Associé responsable du secteur des services financiers chez Deloitte.

Jean-François Lagassé y voit néanmoins aussi de grandes opportunités commerciales. Il affirme : « Les entreprises doivent ancrer de manière convaincante dans leur stratégie leur responsabilité environnementale et sociétale en définissant systématiquement leurs priorités matérielles. Toutefois, cela ne suffit pas pour obtenir de réels avantages concurrentiels. Il est nécessaire de définir des objectifs clairs, de mesurer l'impact et de communiquer de manière transparente. En définitive, il s'agit d'un changement de culture et de l'ancrage d'un mode de pensée intégré à l'échelle de l'entreprise. »

Les employés sont plus importants que l'environnement

En matière de responsabilité sociétale des entreprises, les employés constituent le tout premier groupe cible pour les membres des conseils d'administration : 89% d'entre eux considèrent que des salaires et des conditions de travail équitables ou la protection de la santé sont importants. Des pratiques commerciales éthiques comme le respect des lois, la concurrence loyale et les pratiques commerciales éthiquement acceptables, figurent aussi en tête des priorités. Près des deux tiers des personnes interrogées (64%) considèrent également que les clients sont importants, s'agissant notamment de la transparence des informations sur la production, la chaîne d'approvisionnement ou la protection des consommateurs. Près de la moitié des dirigeants interrogés (47%) considèrent toujours la nature et l'environnement comme un aspect important de la responsabilité sociétale des entreprises. Pour les entreprises suisses, leur responsabilité est tout aussi importante s'agissant des effets de la numérisation que de l'impact environnemental, de la protection du climat, de l'efficacité énergétique ou de la préservation des ressources. En effet, un peu plus de la moitié des sondés (51%) citent la protection des données, la sécurité de l'information ou l'impact sociétal des technologies numériques comme des aspects importants de leur responsabilité sociétale d'entreprise.



« L'importance centrale des employés est justifiée ; ils constituent l'actif le plus important des entreprises et ont une influence significative sur leur succès. De plus en plus d'entreprises prennent elles-mêmes en charge le développement de leurs collaborateurs et les préparent à relever de nouveaux défis tels que la transformation numérique. Les entreprises suisses feraient bien d'instaurer une

Graphique : Quels aspects de la responsabilité sociétale sont importants pour vous ?

culture de la formation continue dans leur organisation. Néanmoins, bon nombre d'entre elles doivent accorder encore plus d'attention aux compétences dont leurs collaborateurs ont besoin pour participer au succès futur leur entreprise. C'est également un bon signe que les entreprises considèrent non seulement les technologies numériques comme des moteurs de profit et veulent les utiliser pour accroître leur efficacité, mais qu'elles sont également conscientes de leur responsabilité quant aux éventuels effets négatifs », affirme Cornelia Ritz Bossicard, Présidente de swissVR.

De nombreuses PME encore sceptiques

La vaste majorité des personnes interrogées pensent que la perception de la responsabilité sociétale des entreprises contribue à fidéliser les employés, augmente l'attractivité en tant qu'employeur, facilite l'acquisition de clients et renforce la compétitivité et la réputation. Pourtant, certains se montrent sceptiques : pour un bon tiers des personnes interrogées (36%), les entreprises doivent avant tout se concentrer sur leurs tâches économiques. Selon 32% des sondés, la responsabilité des entreprises entraîne des coûts, réduit les profits et rend les produits plus chers. Un quart des membres des conseils d'administration interrogés (25%) s'accordent à dire que la réalisation de bénéfices et l'augmentation de la valeur de l'entreprise sont leur seule véritable responsabilité. Deux autres cinquièmes (40%) estiment que leur entreprise assume déjà suffisamment de responsabilité sociétale en créant des emplois et en payant des impôts.

Aussi, l'enquête révèle également un conflit d'objectifs entre les coûts et les avantages des mesures visant à promouvoir la responsabilité sociétale des entreprises. Celui-ci est plus prononcé au sein des PME que chez les grandes entreprises : 40% des personnes interrogées dans les petites entreprises et 30% dans les moyennes entreprises pensent que l'engagement sociétal génère principalement des coûts. Seulement 26% des grandes entreprises partagent cette opinion.

Dr. Christoph Lengwiler, Maître de conférences à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) de la Haute école spécialisée de Lucerne et vice-président de swissVR explique : « Il semble qu'un certain scepticisme subsiste au sein des conseils d'administration des PME quant aux avantages réels d'un engagement sociétal ciblé. Outre la rareté des ressources, cela peut également être dû au fait que de nombreuses entreprises gérées par leurs propriétaires, et notamment les entreprises familiales, ont déjà une longue tradition de responsabilité d'entreprise. Elles sont bien intégrées dans leur environnement social et assument leur responsabilité envers la société sans l'ancrer dans des objectifs écrits et des programmes de RSE. Dans ce cas, il pourrait être utile de communiquer plus activement aux parties prenantes l'engagement sociétal qui est considéré ici comme allant de soi. »

Contact : Cornelia Ritz Bossicard
Titre : Présidente de swissVR
Tél : +41 41 757 67 11
E-mail : cornelia.ritz@swissvr.ch

Contact : Prof. Dr. Christoph Lengwiler
Titre : Maître de conférences à l'Institut des services financiers de Zoug (IFZ) de la Haute école spécialisée de Lucerne et vice-président de swissVR
Tél : +41 41 757 67 51
E-mail : christoph.lengwiler@hslu.ch

Contact : Jean-François Lagasse
Titre : Associé, responsable du secteur des services financiers, Deloitte
Tél : +41 58 279 81 70
E-mail : jlagasse@deloitte.ch

Contact : Michael Wiget
Titre : Responsable communication externe, Deloitte
Tél : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

À propos de cette étude

L'enquête semestrielle «swissVR Monitor» vise à évaluer les membres du conseil d'administration en charge des questions liées aux perspectives économiques, aux stratégies et aux thèmes d'ordre structurel. Cette nouvelle édition se concentre notamment sur le thème de la numérisation. L'étude a été menée par swissVR en collaboration avec Deloitte et la Haute Ecole de Lucerne entre le 16 décembre 2019 et le 17 janvier 2020. Au total, 429 membres de conseils d'administration ont été interrogés, représentant des sociétés cotées ainsi que des petites et moyennes entreprises (PME) de tous les secteurs d'activité importants de l'économie suisse.

swissVR

swissVR est une association pour les membres des conseils d'administration qui s'engage pour le professionnalisme, la qualité et la défense des intérêts des membres des conseils d'administration. L'association compte autour de 750 membres qui assument des mandats de conseils d'administration dans diverses branches et régions et dans des PME et des entreprises cotées. Cette large couverture de diverses branches, régions et tailles d'entreprises permet une diversité dans l'échange d'expériences. En outre, swissVR propose une offre diversifiée de manifestations axées sur les défis actuels des membres des conseils d'administration ainsi qu'une offre de formation continue spécifique aux besoins, en collaboration avec des partenaires de formation. www.swissvr.ch

Haute Ecole de Lucerne – la Haute école spécialisée de Suisse centrale

La Haute école spécialisée de Lucerne (HSLU) est financée par les six cantons de Suisse centrale et réunit les départements Technique & Architecture, Economie, Informatique, Travail social, Design & art et Musique. Six mille étudiants suivent des études de bachelor ou de master, plus de 4400 suivent une formation continue. La Haute Ecole de Lucerne est la plus grande institution de formation de Suisse centrale et emploie 1600 collaborateurs. www.hslu.ch

Deloitte Suisse

Deloitte compte parmi les principales sociétés suisses fournissant des services professionnels dans les domaines Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Avec plus de 2000 collaborateurs répartis dans les villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, et opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte Suisse est une filiale de Deloitte North South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'). Les sociétés affiliées de DTTL sont représentées dans plus de 150 pays avec environ 310 000 collaborateurs.

Note aux rédacteurs

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence à une ou plusieurs sociétés membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une «UK private company limited by guarantee» (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/fr/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de DTTL. Deloitte NSE LLP et DTTL, en tant que telles, ne fournissent pas de services aux clients. Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).



© 2020 Deloitte SA Tous droits réservés